

« L'espérance était verte, la vache l'a mangée »

Le 1^{er} janvier, Cuba célèbre les cinquante ans de la révolution castriste. Mais la population de l'île n'a guère le cœur à la fête, minée par la pauvreté, les privations et l'absence de libertés. **Reportage.**

M

onde de façades et de double jeu. Cuba, miroir aux alouettes béates, ces adorateurs exotiques en mal de « Che » ou touristes baladés, pourvoyeurs de devises qui alimentent le premier business de l'île, bien avant le cigare et le nickel. La dictature caraïbe tient par ses charmes, eux-mêmes liftés grâce à un art consommé du maquillage. À cinquante ans – ce 1^{er} janvier, elle va fêter ça en grande pompe – la révolution castriste fait vraiment vieille décaïté. C'est ainsi, quand on n'assume pas son âge, ses rides, ses vices.

La Havane, début novembre. Pedro (1) me montre le bout rafistolé de ses chaussures. Il est médecin psychiatre. « *Que penser de cette réalité ? Mes chaussures ont plus de deux ans, elles sont usées, mais je n'ai pas les moyens d'en changer car je gagne 450 pesos par mois !* » À moins de 20 euros, son salaire atteint pourtant le triple du revenu minimum cubain (150 pesos, à peine 6 euros). Pedro a la déprime, ancrée au fil des années de sa quarantaine sans espérance. Il n'a qu'un but : manger et faire manger les siens. Comme tout Cubain. Travailler deux fois, l'officielle et l'autre, la combine. « *Para comer* », pour manger. C'est le leitmotiv. « *Si je change de chaussures, insiste Pedro, on ne mange pas à la maison ! Et je suis médecin !* »

Nous sommes assis sur un muret isolé, dans un square proche de l'hôpital où Pedro travaille, dans le Vedado, quartier plutôt chic de la capitale – à deux heures de bus de son domicile, en banlieue lointaine. Terrible désir d'expression – ce sera une constante dans mes rencontres – qui se libère une fois la confiance établie.

On vient de marcher durant plus d'une heure, sans autre but que d'avancer en parlant, ne pas rester sur place, risquer les oreilles rapporteuses. On tourne autour de la place de la Révolution, ce grand œuvre stalinien, statue colossale de José Martí (l'Apôtre, comme ils l'appellent), portrait géant du Che (le Héros), tribune d'où Fidel a massé les foules (le Pueblo sanctifié) à pleines heures de palabres. Pedro se lâche, lui, fils d'un ancien maquisard de la Sierra Maestra, qui n'en peut plus de cette logorrhée de slogans pompeux, de ces appels à la mobilisation, à la morale, à la pureté. Il ricane.

On marche encore. Et Pedro parle, parle. Il me montre ce parc où dorment des sans-abri, souvent ramassés par la police. Là, un hôpital pour enfants en construction depuis vingt ans. « *En fait, le régime n'a construit que des mausolées, n'entretient que musées et casernes. Les plus beaux édifices, quand ils ne sont pas effondrés, datent de la colonisation espagnole. Les plus solides, bien moches aussi, remontent à l'ère soviétique. Depuis la chute du mur de Berlin, les années 1990, plus rien ! Tout part en ruines. Et encore, nous sommes au centre de la capitale, pas dans les bidonvilles.* »

Trop négatif, ce regard de Pedro sur son pays qu'il dit à l'agonie ? Il précise : « *Le pays, le peuple, oui, mais pas le régime. Le frère Raúl ? Rien ne change ! Tout l'appareil est resté en place. Et Fidel tire encore les ficelles.* » Négatif, certes. Comment ne pas l'être quand son existence même n'est pas assurée, encore moins reconstruite ? Quand son cadre de vie – de survie – se dérobo, quand la ville tout autour semble

s'écrouler ? Sauf les façades. Enfin, certaines façades, celles du paraître, celles qu'on bichonne au long des circuits touristiques précisément balisés, menant aux lieux prestigieux de la Vieille Havane, longeant le Malecon en voie de restauration, se risquant jusqu'au Capitole et à la Partagas – mais pas plus loin que pour le ravitaillement en cigares. Car au-delà, dans le Centro Habana, c'est un cloaque d'immeubles dévastés, surpeuplés, insalubres. Ou carrément effondrés. Les chaussées, défoncées, font suinter d'innombrables mares de canalisations crevées. L'eau manque dans les logements ; on la pompe certains jours pour emplir des réservoirs plus ou moins bricolés, repaires à moustiques, vecteurs de la dengue qui cause des ravages sanitaires. La surpopulation est telle à La Havane que le régime y interdit tout séjour prolongé des Cubains de province.

Il faut oser emprunter certains escaliers, s'aventurer dans des couloirs immondes,



Le 8 janvier 1959, Fidel Castro et ses guérilleros entrent à La Havane après avoir vaincu le dictateur Batista.



Une affiche de propagande à La Havane. Mais les discours conquérants ne convainquent plus guère les Cubains.

chercher un air respirable au fond d'une cour encombrée de gravats. Ici vécurent, à partir du XIX^e siècle, les riches négociants hispaniques que la Vieille Havane ne pouvait plus contenir entre ses murailles. D'où les beaux restes d'architecture coloniale et ces *solares* ouverts sur des patios encore nobles – ou parfois déchus. Car la restauration se limite au front de mer, ce Malecon où circulent voitures de location et cars de tour-opérateurs.

Le car m'emmène vers les provinces de l'Est, faisant défiler des paysages des plus verdoyants. Quoi, un pays pareil, si physiquement doté pour l'agriculture et incapable de nourrir son peuple ? Une terre riche sous un climat tropical ou « tout pousse » jusqu'à la luxuriance... Et des paysans démunis, sinon dans la misère, vivant sous de pauvres huttes à toits de chaume, poussant des paires de bœufs zébus ou manœuvrant quelques rares tracteurs rouge brique de l'ère soviétique – quand ils ne travaillent pas à la machette ! Dans le centre, des champs de canne à perte de vue, cette maudite quasi-monoculture, fille obèse du colonialisme et des dogmes planificateurs, tandis que l'URSS achetait le tout au bon vieux temps d'une quasi-opulence... Mais le sucre est devenu une denrée à faible valeur marchande. L'industrie sucrière, jadis première source de devises, est en ruines. Un comble, Cuba doit aujourd'hui importer du sucre brésilien pour sa consommation nationale ! Celle-ci reste élevée : le café, les jus de fruits, les glaces sont fortement sucrés. Le sucre comme aliment basique, coupe-faim dans l'eau et coupe-déprime sous la forme de rhum...

Santiago, plein est de l'île, deuxième ville, à forte charge historique. Jorge, ouvrier retraité du bâtiment, 200 pesos de pension, le Smic local (7 euros). La famille – Rosa, la maman, David, le fils, et sa femme, Amarilis, leur

niña, Leticia – vit surtout de la chambre qu'elle loue en *casa particular*. Une pratique légale, liée au « tout-tourisme » des dernières années, moyen de pallier la faiblesse des équipements hôteliers. David, la trentaine, aurait aimé travailler à l'aéroport. Il fallait être membre des Jeunesses communistes. Alors il a acheté une moto d'occase, une 250 cm³ tchèque en bon état, avec laquelle il fait le taxi.

David, ou le regard même du désenchantement cubain. « Ici, rien ne change », lâche-t-il, mélancolique. Pendant un temps, il a rêvé. Avant son mariage, on lui a proposé l'exil aux États-Unis. Un passage par embarcation ultrarapide, les *lanchas rapidas* à vingt places. Un rendez-vous sur une plage, et hop, à nous l'Amérique, comme ça continue à se pratiquer. Régulièrement, il le sait. Mais il y a renoncé pour ne pas abandonner ses parents vieillissants. De toute manière, il n'aurait jamais pu amasser les 10 000 dollars exigés. Aujourd'hui, il bichonne sa moto, et son rêve a baissé d'un cran : c'est celui d'un side-car pour emmener femme et fille le dimanche à la plage.

Dans tout le pays, les policiers en uniforme sont légion. Les autres aussi, mais fondus parmi les citoyens. Ils viennent généralement des campagnes lointaines pour constituer le bras armé (et bien payé : 800 pesos minimum, le double du salaire de Pedro, le médecin de La Havane) d'un système généralisé de surveillance et de répression à plusieurs emboîtements. Le premier date des débuts de la révolution : les Comités de défense de la révolution – CDR, un modèle de quadrillage par quartiers et blocs d'immeubles. Son président, le « cédériste » en titre, c'est le concierge du voisinage et l'auxiliaire du pouvoir, via le ministère de l'Intérieur, dont il dépend et à qui il adresse des rapports réguliers. Il traite aussi bien des

problèmes d'ordures ou d'entretien que de la moralité révolutionnaire de ses voisins. Lors des alertes cycloniques, il coordonne les mesures de protection des biens et des gens. Un côté saint-bernard, un autre agent de la Stasi, cette police est-allemande. Comme dans *la Vie des autres* – le film a pu être vu par certains à La Havane, qui l'ont rebaptisé « la Vie de nous autres » –, le cédériste relève les faits et gestes « significatifs » des voisins susceptibles de... Si bien que les Cubains entre eux parlent peu de politique. C'est la meilleure façon de se protéger, par renfermement sur soi. Conséquence stupéfiante, ils ignorent à quel point leur opposition rentrée pourrait rejoindre celle de leurs voisins. On peut appeler ça une bombe à retardement.

Baracoa, pointe est du pays, en partie ravagée par le raz-de-marée lors du cyclone Ike, en septembre. Fernando, ouvrier du bâtiment, 32 ans, vit avec sa mère. « Une famille ? Avec mes 250 pesos ! [moins de 9 euros] ! » Il me montre son pantalon rapiécé. « Un neuf, c'est 70 pesos, presque un tiers de ma paie ! » Ses chaussures, astiquées avec soin, sont le cadeau d'un Français de passage. On parle alimentation. Il rigole en résumant son menu quotidien, deux mots répétés trois fois de suite : « Arroz-frijoles. » Riz-haricots, tous les jours. Une fois par mois, du cochon et un peu de poisson – c'est selon les arrivages et la carte de rationnement, la *libreta*. Peu de légumes, presque jamais de fruits, encore moins depuis le passage des cyclones. Avant de se quitter, je l'invite à boire un verre dans un bistrot à touristes. Hésitation. Il accepte et choisit la dernière table au fond derrière un pilier de briques. Un *mojito* ? Allez ! Un de ses copains s'est joint à nous. Je règle *la cuenta*. Ça fait 7,50 CUC, presque toute sa paie ! « Comer ». Manger, cette obsession. Retour à

Les policiers en uniforme sont légion. Les autres aussi, mais fondus parmi les citoyens. Ils viennent généralement des campagnes lointaines pour constituer le bras armé d'un système généralisé de surveillance et de répression.

Qu'est-ce que ce socialisme ? Un égalitarisme relatif sur fond de misère généralisée ? Un modèle de combines et de débrouillardises, de détournements et de vols plus ou moins institués – para comer.

Santiago, chez Jorge, qui joue avec sa petite fille. « *On a des carences en protéines et en vitamines* », déplore-t-il. « *Elle, ça va, elle ne manque de rien.* » Jorge n'a pas la santé. On l'a opéré plusieurs fois d'un œil ; il n'y voit presque plus. Il n'accuse personne. Au contraire même : « *La médecine, ici, c'est bien.* » Il dit comme tout le monde, ou presque. Et le régime en joue, depuis toujours. Comme si la santé et l'école payaient l'absence du reste et de liberté ! La veille, ici même à Santiago, Ernesto – cheminot le jour et guitariste la nuit – objectait à propos de la médecine : « *Ne parlons même pas de sa qualité, mais de sa prétendue gratuité ! D'abord, les médicaments sont payants. Et cette "gratuité", nous la payons cent fois par prélèvement préalable sur nos salaires de misère !* »

Aujourd'hui, Cuba exporte des médecins par centaines, surtout au Venezuela, depuis les grands mamours Castro-Chavez. Il n'exporte plus du guérillero mais du combattant humanitaire. Ça paie davantage sur la scène internationale. Et ça rapporte, même. Du pétrole, en l'occurrence, transformé en devises par la revente d'une grande partie à la Chine... L'essence à la pompe atteint presque le prix européen. Au marché noir, elle vaut quatre fois moins, souffre compris.

Toute une économie parallèle tourne en marge de l'officielle – à moins que ce ne soit l'inverse. Un niveau social aussi bas limite toute activité. Peu de consommation et peu de production. Peu de fiscalité, pas d'investissements, si peu d'équipements collectifs. Qu'est-ce que ce socialisme ? Un égalitarisme relatif sur fond de misère généralisée ? Un modèle de combines et de débrouillardises, de détournements et de

vols plus ou moins institués – *para comer.*

Odalys, prof de gym à La Havane, la cinquantaine, est un fidéliste de toujours. « *Nous ne voulons pas devenir riches, non. Nous voulons vivre dignement. Et libres d'aller et venir. Tout ça, on ne le peut pas !* » Qui oserait, publiquement, poser les vraies questions de fond, de celles qui tarabustent tout Cubain, même les plus loyaux envers le régime ? Pourquoi ne pouvons-nous pas voyager librement à l'étranger ? Pourquoi n'avons-nous pas droit à Internet ? Pourquoi n'avons-nous pas le droit de parler à un étranger, et moins encore de l'inviter chez nous ? Pourquoi ne mangeons-nous pas à notre faim ?

Cienfuegos, cinquième ville du pays. Port, cimenterie, raffinerie – et centrale nucléaire soviétique jamais achevée... Ville d'allure coquette entre son Prado et sa propre place coloniale. Caridad, jeune femme si triste, si frêle, me montre sa *casa*. Un infâme gourbi au bord de la baie polluée, entre l'usine de raffinage et le port, où est amarré un cargo vénézuélien. De part et d'autre, des cabanes comme la sienne et des enclos à chevaux, de ceux qui tirent les calèches en ville. Elle vit là, entre tôles et planches, en compagnie de sa tante et de son oncle. Ils viennent de toucher un nouveau frigo – l'État mise à fond sur les économies d'électricité en imposant les ampoules et les frigos basse consommation venus de Chine. Il faut rembourser 60 pesos par mois (2 euros) pendant six ans. Plus le « logement », également dû à l'État, 40 pesos (1,30 euro). Au total, presque la moitié des revenus cumulés. Elle ne peut pas s'habiller comme elle aimerait pour « *être un peu belle* ». Avec sa tante, la nuit, à tour de rôle, elle est gar-

dienne de cimetière... Le jour, elle fait des petits boulots, lave du linge, cultive un jardinet.

La nuit tombe sur Cienfuegos, menacée par un troisième cyclone. Long boulevard bordant la baie, le Malecon se gonfle de la fièvre du vendredi soir. Par centaines, des jeunes vibronnent comme dans un monde à part, heureux, semble-t-il. Ils sont beaux, pimpants, parfumés, équipés de vélos modernes. Ils portent des tee-shirts souvent noirs avec des dessins de jeunes, des logos de jeunes, souvent américains, du moins américanisés. Sont chaussés de Nike ou d'Adidas contrefaites. Ils tchatchent, draguent, dansent le *regeton* sur des pistes aménagées. Assis sur la jetée, des couples de jeunes gens se pelotent tranquillement. Enfants de la petite bourgeoisie cubaine ? Non pas. La Révolution a étouffé toute classe moyenne, c'est bien son drame. Dans son flottement actuel, elle laisse émerger quelques privilégiés et démerdards, ceux d'une économie parallèle préfigurant peut-être une transition « à la chinoise ». Raúl, le petit frère, aussi surnommé « *lider minimo* », pourrait lorgner vers ce nouveau cocktail à base de marché et de communisme. Sauf qu'à Cuba c'est trop de « communisme » et pas de marché...

Étonnés de leurs succès militaires, plus pétris d'orgueil que d'idéaux, ces fils de grands bourgeois qu'étaient les frères Castro ont confisqué le pouvoir et, jusqu'à maintenant, assujéti le peuple cubain au nom de sa libération. Ils ont monté un opéra grandiloquent, détournant des paroles de sage (José Martí) sur une musique militaire. Ils ont orchestré de même une répression sauvage – peine de mort active et prisonniers politiques par dizaines – en la masquant derrière des concepts vidés de sens : transparence, éthique, justice, humanité, sincérité et pureté. Ils ont eu la prétention de soumettre un peuple à leur propre idée du bonheur.

Et au bilan de ce demi-siècle de falsification historique, ils ne croisent même plus le regard de la jeunesse cubaine qui se fout de leurs salades, regarde à l'envi cette Amérique qui les nargue, dont ils ont intégré la culture, les mythes, les comportements. Ne serait-ce qu'en se gavant des *novellas* brésiliennes et des séries états-uniennes en VO sous-titrées... et diffusées par les deux chaînes cubaines, entre d'austères tables rondes et des programmes éducatifs.

Serait-il là, le vrai baromètre de la révolution cubaine ? Ou encore dans le taux de natalité tombé à 0,2 % par an, qui renouvelle à peine la population ?

La blague qui revient souvent en comité restreint : « *Ils font semblant de nous payer, on fait semblant de travailler.* » Chanteur exilé et réputé, Pedro Lui Ferrer en a fait une chanson. Elle n'existait pas encore lors de mon voyage en 1968, mais on peut dire qu'elle était dans l'air. La bureaucratie sévissait déjà,



Le siège de l'assemblée provinciale du pouvoir populaire à Cienfuegos, cinquième ville du pays.



Une blague revient souvent, à Cuba : « Ils font semblant de nous payer, on fait semblant de travailler. »

bien sûr. Les dirigeants n'en mesuraient pas les ravages, pensant que ce serait une question de temps et qu'avec un peu d'huile dans les rouages – ils parlaient de « *stimulants idéologiques et matériels* » –, la machine tournerait dans l'allégresse. Alors, qu'est-ce qui marche donc si bien, quarante ans plus tard, à part la débrouille ?

Mais la santé, mais l'éducation ! Il est vrai...

Retour à Santiago dans la famille de David. Il parle : « *Être soigné, oui, c'est bien. Surtout pour papa et la petite. Maman va bien. Nous aussi. Mais on est quand même malades au dedans. De ce qui ne se soigne pas. La maladie de l'emprisonnement.* » Certains bricolent des antennes télé et captent le Canal 23, émis de Floride, en face. Crime qui mène droit en prison. Mais l'éducation, toutes ces écoles, ces cohortes d'enfants si pimpants dans leurs uniformes colorés... Amarilis, la femme de David, qui donne aussi des cours à domicile, en seconde activité, n'est pas si enchantée. Les enseignants manquent et sont souvent remplacés par de jeunes auxiliaires. Il y a plus insidieux : au nom des lendemains qui finiront par chanter – l'enfant-roi et l'homme-nouveau –, au nom de ce refrain rebattu, des générations se sont ainsi inclinées. « *Revolucion = sacrificio* », clame un graffiti fané sur un mur.

Cinquante ans que la grande île caraïbe focalise sur elle et son « *lider maximo* » l'attention du reste du monde. Par la durée et une singularité certaine, par son sens consommé du spectacle géopolitique, le castrisme, en effet, a su rester au-devant de la scène internationale. Remarquable, dans le genre, pour un aussi petit pays de quelque 12 millions d'habitants.

Tout aussi remarquable, le fait que Cuba ait réussi à maintenir aux yeux du monde un solde « globalement positif » de sympathie. Ce qu'il doit d'abord à son pire ennemi, les États-Unis, dont l'imbécile politique étrangère a su entretenir, à ses dépens, le mythe de David contre Goliath. Et qui plus est un David certes vaincu mais non pas

vainqueur ; une victime permanente et sacrificielle de l'impérialisme, dont le « blocus génocidaire » – rien de moins dans l'enflure sémantique – est en permanence invoqué et dénoncé comme cause du Mal absolu qui gangrène la Révolution cubaine. Mensonge de propagande usé jusqu'à la corde : des pommes de Virginie (États-Unis) aux autos et bus les plus récents (France, Japon, Corée, Chine), des téléviseurs aux lave-linge, quelle marchandise ne trouve-t-on à Cuba, dès lors qu'on peut se la payer ? En fait de blocus, il s'agit d'un embargo commercial bilatéral dûment régulé, notamment à partir de la très officielle représentation états-unienne installée sur le Malecon. D'ailleurs, les cargos vont et viennent dans le port de La Havane et de l'ensemble du pays.

Rendant compte de la XXVI^e foire internationale de La Havane, *Granma*, le quotidien du Parti communiste cubain, n'a pas craint de contredire le credo officiel, ce 6 novembre, en titrant à la une : « *El bloqueo es obsoleto* ». Et l'article de détailler à l'unité près les 110 sociétés et 209 entrepreneurs américains présents à la foire, ayant ainsi enfreint les ordres de Washington. L'article cite aussi en exemple la compagnie états-unienne de navigation Crowley, qui alimente les ports cubains depuis 2001 à raison de 52 voyages par an... Deux jours avant, *Granma* avait déjà souligné la participation à cette même foire de plus de 2 500 entreprises venues de 56 pays.

Ce qui gêne bien davantage le régime, c'est la limitation des venues dans l'île des exilés cubains. George W. Bush, surtout, a contraint les Cubano-Américains à un seul voyage tous les trois ans, ainsi qu'à l'envoi restreint de devises à 1 000 dollars durant la même période. Le montant de ces envois – les *remesas* – a été évalué à environ 1 milliard de dollars par an, soit la deuxième source de devises après celles apportées par les vacanciers étrangers (2 milliards de dollars).

L'appel du pied lancé par Raul Castro au futur président états-unien, Barack Obama,

semble exprimer le désir d'une normalisation des relations bilatérales, au moins sur ce plan des échanges familiaux, c'est-à-dire financiers. Dans un seul sens, bien entendu. Pour la dramaturgie castriste, l'élection d'un McCain aurait été objectivement préférable. Les frères Castro vont donc devoir s'inventer de nouveaux périls ; il n'est pas sûr qu'ils en trouvent facilement d'aussi adaptés à leur propagande.

« En réalité, résume Ernesto, cheminot de Santiago qui se dit croyant, apolitique et anti-impérialiste, nous, Cubains, sommes victimes de deux blocus : l'américain, si on veut et, surtout, celui du pouvoir. » Et que ce pouvoir craigne – d'ailleurs, il le redoute – l'intelligence de ce peuple qu'il a sans aucun doute contribué à éduquer. À l'image de Dania, jeune femme de Camaguëy, à qui je dédie ces lignes. Lui ayant dit que j'avais visité Cuba quarante ans auparavant – soit exactement son âge –, elle m'a regardé comme si j'avais connu l'Apôtre José Martí. Puis m'a aussitôt demandé : « *Et c'était comment, avant ?* » Les Cubains chantaient, semblaient gais... On ressentait un élan, une espérance... Ses yeux montent vers le ciel. Et elle ajoute : « *La esperanza era verde, se la comio el chibo.* » « *L'espérance était verte, la vache l'a mangée.* »

GÉRARD PONTTHIEU

(1) Tous les prénoms ont été changés.

Michel Husson

UN PUR CAPITALISME

Éditions Page deux

« Un pur capitalisme contribue ainsi au débat politique et prouve que face à la mondialisation, une politique économique ambitieuse qui viserait la satisfaction des besoins sociaux est d'une part possible mais également souhaitable. »

Jean-Daniel Boyer, *Revue des Sciences Sociales*, 2008, n°40

« Ce livre a le mérite de dresser une perspective avec le souci de la crédibilité et de l'articulation entre réponses gouvernementales et mobilisation sociale. »

Clementine Autain, *France-Culture*, 9 octobre 2008

Prix 16 euros - 204 pages

Éditions Page deux - CP 34 - 1000 Lausanne 20 - Suisse - editions@page2.ch - www.page2.ch
Diffusion France: Vilo - 91 bis rue du Cherche Midi - 75006 Paris - Tél. 01 45 77 08 05